



Rapport au Comité National du 14 juin 2024.

Résultats

Le 9 juin, plus de 350 millions d'électeurs étaient appelés à élire 720 eurodéputés dans les 27 pays de l'Union Européenne.

En France le RN avec 31,37% des voix (7 765 936) arrive en tête dans **93% des communes**, et devance de 17 points la liste du groupe présidentiel de Hayer, qui obtient 14,6% des voix, talonnée, de près par la liste PS-Place publique de Glucksmann (13,83%), LFI (9,89%), EELV (5,2%), LR (7,44%), Reconquête (5,4%) sauvent les meubles, quant au PCF (2,3%) il n'aura pas plus de député qu'en 2019 (2,4%).

*Le fort taux d'**abstention** 50%, avec 23 992 509 (49,95% abstention + bulletins blancs et nul), (2019, il était de 49,88%, soit 23 614 588), les **14,6% de la liste Renaissance** sont les signes d'une colère et d'un rejet massif de la politique de Macron au service du capital, qui s'est manifesté avec force contre la réforme des retraites, contre les attaques anti-sociales du gouvernement, depuis les luttes pour l'augmentation des salaires, les conditions de travail n'ont pas cessé

Abstention

* l'Abstention a été massive chez les **jeunes** (sondage IPSOS) : 60% des 18-24 ans et 65% des 25-34 ans.

Chez les 18-24 ans le vote de « gauche » est plus marqué. 50% ont voté pour un parti de « gauche », 33% pour LFI par ce vote une partie de la jeunesse a exprimé sa solidarité avec la Palestine.

La liste macroniste est à 8 % chez les 18-24 et à 7 % chez les 25-34 ans.

Seulement 10% des moins de 35 ans ont voté pour le RN

* L'abstention forte chez les employés (58 %), ouvriers (56 %), les chômeurs (55%) La non-participation est une première caractéristique du rapport du monde du travail au vote.

* Abstention élevée dans les quartiers populaires : elle atteint 71% à Clichy-sous-Bois, 67,5% à Bobigny, 65,49% Vaulx en Velin, 64,36% à Roubaix. Pourcentage encore plus élevé dans les territoires d'outre-mer, l'abstention dépasse les 80% en Guyane (90,65%), en Martinique 87,68%, en Guadeloupe (86,75%), à Mayotte (80%).

Les résultats RN :

Aucune surprise, les élections européennes constituent un saut dans l'ascension du RN, qui a connu une croissance politique continue depuis que Mitterrand en 1985 a fait pression sur les chaînes nationales pour ouvrir les médias à Jean Marie Le Pen au nom du pluralisme. Coup médiatique et politique, en 1986 le FN entre au parlement avec 35 députés. Mitterrand « *avait compris tout le bénéfice qu'il pouvait tirer d'une force politique à l'aspect contestataire et antisystème travaillant à diviser les travailleurs* ^[1] ».

En 2002, 4 millions 800 mille, au 1^{er} tour des présidentielles, (5,5 millions au second tour) ; 2012 : 6,4 millions de voix de Marine Le Pen ; en 2017 : 7,6 millions (10,6 millions au second tour), et 8,1 millions de voix en 2022 (13,2 millions de voix au second tour).

Avec 89 députés à l'Assemblée nationale, le RN s'est donné une apparence de respectabilité, ultime étape de dédiablement. Le travail parlementaire tout en discrétion se veut la marque de l'évolution définitive du parti de Marine Le Pen son objectif montrer qu'il est prêt à gouverner.

L'ensemble des médias ont contribué à légitimer le RN et ont permis de faire progresser ses idées. Cette médiatisation a favorisé la percée des idées de l'extrême droite, et les a rendus « légitimes ».

Tout comme le débat Bardella Attal qui a été présenté comme un point d'orgue de la campagne pour les élections européennes. Gabriel Attal n'était pas candidat et il a choisi, parmi les dizaines de listes disponibles, de débattre avec le représentant du premier parti d'extrême droite et légitime ainsi Jordan Bardella et son parti. Le RN est une alternative crédible et acceptable.

Le « RN ripoliné » est une alternative pour rassembler sur la base du mécontentement, et pour continuer à appliquer la politique du capital. Le RN est bien le troisième fer au feu du capital. Roux de Bézieux « *Marine Le Pen au pouvoir c'est un risque nécessaire* »

La campagne du Parti Révolutionnaire Communistes

La mobilisation des camarades, des candidates et candidats pendant toute la campagne : collage d'affiches, diffusion de tracts dans les entreprises, sur les marchés, diffusion des bulletins de votes et des professions de foi aux amis, aux collègues de travail, dépôts des bulletins de vote dans les mairies ont permis au Parti Révolutionnaires Communistes d'avoir des votes dans plus de 80 départements en métropole, ainsi qu'en Guadeloupe, Guyane, Martinique et à la Réunion, confirmant notre ancrage national et a permis d'augmenter de plus de 300 voix nos résultats de 2019 (1743/1443). Et, c'est le 9^{ème} congrès qui nous a permis d'avoir les outils pour mettre en œuvre notre politique.

Outre les passages chaotiques des spots officiels sur Tfl A2, je rappellerai les interviews à France inter, BFMTV, France Culture, France TV, LCI, etc. Effectivement, nous sommes rarement présents sur ces chaînes.

Les mails reçus sur notre site, les demandes d'adhésions sur le site ou lors des débats pendant la campagne, sont encourageant et nous conforte dans notre analyse.

C'est l'expression d'un accord sur notre politique qui s'est exprimé, ce qui nous ouvre des perspectives sur notre capacités de renforcement qui est une exigence, cela se fera que par un débat de fond sur les questions essentiels : quelle société nous voulons, continuer en pire la société capitaliste aux objectifs de laquelle Macron soumet le peuple français ou bien s'attaquer à ce système capitaliste, responsable de la situation actuelle des travailleurs et du peuple.

La question se pose du renforcement du courant révolutionnaire, de rassembler tous les communistes qui sont sur des positions révolutionnaires. Des préalables : les positions sur les impérialismes, je renvoie à notre initiative nationale : *combattre ensemble l'impérialisme* sur les luttes de libération des peuples palestinien, sur la colonisation de la kanaky.

Dissolution de l'Assemblée Nationale

Le soir même des résultats des élections européennes, Macron a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale, ce qui a donné lieu à de multiples tractations, ralliement de M. Maréchal Le Pen, de Ciotti au RN, exclusion de l'une et de l'autre de Reconquête, du LR,

« Front Republicain » de Macron, « Nouveau Front populaire », pour les uns comme pour les autres c'est « le mariage de la carpe et du lapin », le but continuer la politique au service du capital.

Le nouveau front populaire n'est pas une insulte à Léon Blum comme le clame Macron, mais c'est une insulte à la lutte de classe ! Fabien Roussel qui déclarait : « *cette Chambre élue le 3 mai 1936 et qui a permis de grandes avancées pour le monde du travail [...]. On est aujourd'hui à un tournant aussi historique que celui-là, ne le loupions pas !* ». Ces partis, organisations qui ont dévoilé aujourd'hui « le programme de rupture », privilégie la dimension parlementaire.

De mai à juillet 1936, lorsque les acquis ont été arrachés, c'est avant tout par un mouvement de grève, de deux à trois millions de grévistes, qui occupent leurs usines : le plus important mouvement de grève du pays avant 1968. Ce n'est pas Léon Blum qui a offert sur un plateau leurs revendications.

Leur programme de rupture se fait au nom de reniement, LFI défenseur inconditionnel de la cause palestinienne a signé un texte dénonçant « les massacres terroristes du Hamas », la lutte des places vaut bien des trahisons.

La CGT appelle « *à empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir, tout en empêchant les macronistes de s'y maintenir, il faut confier le stylo qui écrit la loi à des élus qui nous écoutent* » et S. Binet déclare à France inter « *dans 24 jours notre pays peut basculer dans le fascisme* » et elle appelle à « *manifester avec le front populaire pour qu'une grande vague se lève dans le pays* ».

Le PRCF, tout comme l'ANC (Association Nationale des Communistes) des discours plus ou moins alambiqués appellent ni plus ni moins à voter contre le rassemblement lepéniste et ses comparses Macron et Medef, pour un « front populaire ».

Le parti Révolutionnaire Communistes n'appellera jamais à voter pour des unions qui trahissent le peuple. Ce n'est pas en s'emparant des institutions par des élections qu'on abattra le capitalisme mais par la lutte de classe.

La question qui est posée à notre CN, par cette dissolution est la participation du Parti aux élections législatives des 30 juin et 7 juillet. Notre position est claire elle nous a conduit à déposer une liste aux européennes, mais les contraintes financières nous bloquent, nous n'avons pas les moyens de participer aux élections législatives mais nous avons les moyens pour lutter contre cette manœuvre politicienne. Pas de compromis avec le capital avec ceux qui le gère. Le Parti révolutionnaire Communistes est le parti de celles et ceux qui veulent un changement de politique et de société.

Plus que jamais, la lutte économique et sociale, la lutte politique contre le capital est décisive.

[\[1\]](#). Hebdo n°875, 29 05 2024.